

CONJONCTURE DE L'EMPLOI ET DU CHÔMAGE AU 4^e TRIMESTRE 2011

Résistance de l'activité et recul de l'emploi dans le secteur marchand non agricole

En dépit d'un climat conjoncturel défavorable, l'activité économique en France a continué de progresser au 4^e trimestre 2011 : +0,2 % en variation trimestrielle, après une hausse de +0,3 % au trimestre précédent. Le repli de l'emploi salarié marchand non agricole s'est toutefois poursuivi : -22 600 postes au 4^e trimestre, après -31 500 postes au trimestre précédent. Dans le secteur tertiaire, l'emploi a légèrement décliné (-16 200 postes après -20 100) en raison du recul de l'emploi intérimaire (-21 100 après -12 900). L'emploi a également diminué dans les secteurs de la construction et de l'industrie (respectivement -4 600 et -1 700 postes).

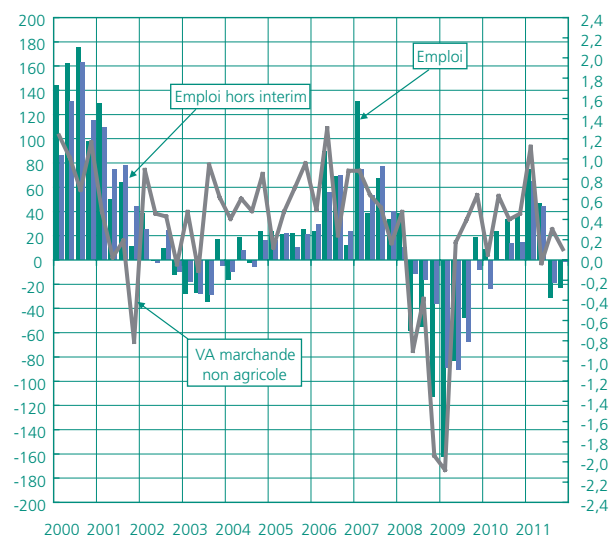
Dans le secteur non marchand, le nombre de bénéficiaires de contrats aidés a de nouveau reculé au 4^e trimestre 2011 (-24 000 postes après -30 000). Au total, l'emploi dans l'ensemble de l'économie est estimé en baisse de 14 000 postes au 4^e trimestre 2011, après -52 000 au trimestre précédent.

De son côté, le taux de chômage au sens du BIT a augmenté de +0,1 point au 4^e trimestre, pour s'établir à 9,4 % de la population active en France métropolitaine. La hausse du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi s'est accentuée au 4^e trimestre (+70 000 après +46 000 pour la catégorie A ; +83 000 après +61 000 pour les catégories ABC). Dans la zone euro, l'activité a reculé au 4^e trimestre (-0,3 %) et les écarts de conjoncture entre les principaux pays de la zone se sont maintenus. De son côté, le taux de chômage de la zone euro a augmenté pour s'établir à 10,5 % de la population active.

L'activité en France s'est maintenue au 4^e trimestre 2011

Au 4^e trimestre 2011, l'activité économique en France a augmenté de 0,2 %, après une hausse de +0,3 % au trimestre précédent [1]. En moyenne sur l'année 2011, le PIB a progressé de 1,7 %, après avoir augmenté de +1,4 %, en moyenne, sur 2010.

Graphique 1 • **Emploi salarié et valeur ajoutée des secteurs marchands non agricoles**



Emploi sur l'échelle de gauche et valeur ajoutée marchande non agricole sur l'échelle de droite.

Sources : Dares, Insee.

La production de biens et services a progressé de +0,3 % au 4^e trimestre 2011, comme au trimestre précédent. Dans le détail, la production de biens a progressé de 0,3 % au 4^e trimestre, après une hausse de +0,1 % au 3^e trimestre. Après deux trimestres consécutifs de baisse, la production manufacturière a augmenté au 4^e trimestre (+0,6 %), en lien avec la progression des secteurs de la cokéfaction et du raffinage (+3,4 % après -1,8 %), et des matériaux de transport (+4,5 % après -2,1 %). *A contrario*, le fléchissement de la production des biens d'équipement (-1,0 % après +1,6 %) et des autres branches industrielles (-0,5 % comme au 3^e trimestre) a pesé sur la production totale manufacturière. Par ailleurs, après avoir rebondi au 3^e trimestre, la production en énergie, eau, déchets s'est inscrite en baisse au 4^e trimestre 2011 (-0,9 % après +2,4 %). La production de services principalement marchands a de son côté légèrement décéléré (+0,2 % après +0,3 %), en raison d'un recul dans les transports (-1,4 % après +0,4 %), les services au ménages (-0,4% après +0,5 %), et dans une moindre

mesure dans l'hébergement restauration (-0,1 % après +0,3 %). De son côté, la production dans les services aux entreprises s'est redressée (+0,3 % après -0,1 %) et celle dans l'information-communication a continué à progresser au même rythme qu'au trimestre précédent (+0,8 %). Dans le secteur de la construction, la production a ralenti au 4^e trimestre 2011 : +0,5 %, après +0,8 % au 3^e trimestre.

Au 4^e trimestre 2011, la demande interne a soutenu l'activité, la contribution de la demande hors stocks à la croissance du PIB s'étant élevée à +0,4 point, après +0,3 point au trimestre précédent. La consommation des ménages a légèrement ralenti (+0,2 % après +0,3 %). Malgré un rebond des dépenses en produits manufacturés au 4^e trimestre (+0,6% contre -0,1 %), celle-ci a pâti du ralentissement des dépenses en services (+0,1% après +0,4 %) et d'un recul des dépenses en énergie, eau, déchet (-2,9 % après +5,8 %). Alors que les dépenses d'investissement des ménages ont ralenti (+0,3 % après +1,2 % au

Tableau 1 • De l'emploi salarié des secteurs marchands à l'emploi total

En milliers/cvs

	2011	2010				2011				2010 T4	2011 T4
	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	Croissance T/(T-4) (*) en %	
	Niveau	Variations trimestrielles									
Secteurs principalement marchands non agricoles	16 103	9	24	34	36	75	47	-32	-23	0,6	0,4
dont : Industrie	3 296	-30	-14	-16	-1	4	1	-5	-2	-1,8	-0,1
Construction	1 438	-4	-3	-2	-5	3	-4	-6	-5	-0,9	-0,8
Tertiaire	11 370	42	41	52	41	68	50	-20	-16	1,6	0,7
dont intérim	569	33	23	20	21	10	3	-13	-21	19,6	-3,7
Autres (1)	10 208	9	7	4	1	-4	-6	-20	9	0,2	-0,2
dont : non-marchand aidé (2)	175	18	3	19	-27	-12	-14	-30	-24	5,6	-31,3
non-marchand privé (3)	1 930	10	6	29	2	7	4	-2	4	2,5	0,7
Emploi total	26 311	18	31	37	36	70	41	-52	-14	0,5	0,2
dont : emploi salarié des secteurs concurrentiels	18 033	19	30	62	37	82	51	-34	-19	0,8	0,4

Sources : Dares, Insee, Pôle emploi.

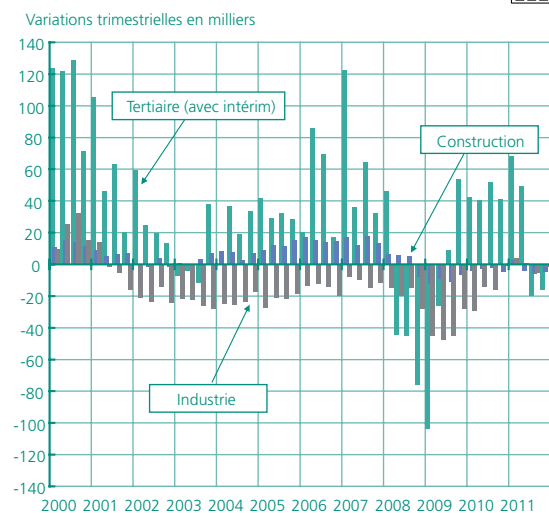
(1) Salariés de l'agriculture, salariés et emplois non aidés de l'administration, de l'éducation, de la santé et de l'action sociale, emplois aidés des secteurs principalement non marchands, non-salariés de tous les secteurs.

(2) Contrat unique d'insertion (CUI), contrats d'accompagnement dans l'emploi (CAE) et contrats d'avenir (CA), emplois jeunes.

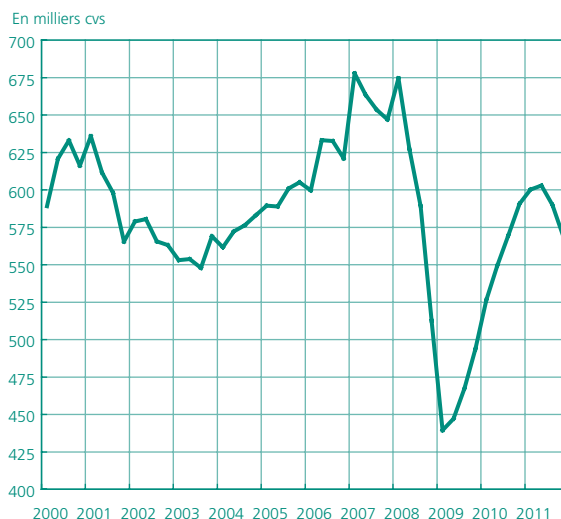
(3) Emploi salarié dans les entreprises et les associations privées des secteurs principalement non marchands (OQ : administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale, hors emploi public).

(*) Glissement annuel au dernier trimestre connu de l'année (pour le 4^e trimestre 2011, variation entre le 4^e trimestre 2010 et le 4^e trimestre 2011).

Graphique 2 • Emploi salarié par grands secteurs d'activité



Graphique 3 • Emploi intérimaire



L'intérim est inclus dans le tertiaire marchand et non pas ventilé par secteurs utilisateurs.

Sources : Dares, Insee.

Sources : Dares, Insee, Pôle emploi (déclarations des agences d'intérim).

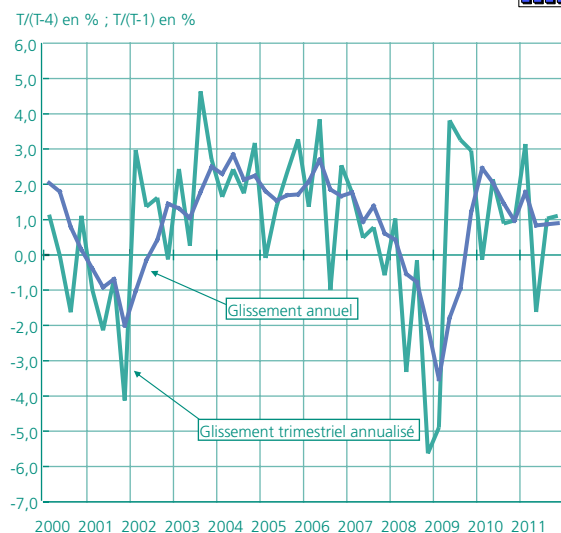
Tableau 2 • Évolutions des salaires de base et du salaire moyen par tête, en valeur nominale, et des prix à la consommation

	2010				2011				2010 T4	2011 T4
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	Croissance T/(T-4) (*)	
	Variations trimestrielles en %								en %	
Salaire horaire de base ouvrier (SHBO)	0,8	0,4	0,3	0,2	1,0	0,6	0,4	0,3	1,8	2,3
Salaire mensuel de base ouvrier (SMBO)	0,8	0,4	0,3	0,3	1,0	0,6	0,3	0,3	1,7	2,3
Salaire mensuel de base (SMB)	0,7	0,4	0,3	0,3	1,0	0,6	0,3	0,3	1,8	2,3
Salaire moyen par tête (SMPT)	0,4	0,6	0,4	0,6	0,9	0,7	0,4	0,9	2,0	2,9
Prix	0,8	0,4	-0,1	0,6	1,1	0,5	0,0	0,8	1,7	2,4

(1) Données brutes, fin de trimestre, entreprises de plus de 10 salariés des secteurs principalement marchands non agricoles.
 (2) Données CVS, moyenne trimestrielle, secteur principalement marchand non agricole.
 (3) Glissement trimestriel de l'indice des prix à la consommation hors tabac pour l'ensemble des ménages (mesuré sur le dernier mois du trimestre).
 (*) Glissement annuel au dernier trimestre connu de l'année (pour le 4^e trimestre 2011, variation entre le 4^e trimestre 2010 et le 4^e trimestre 2011).

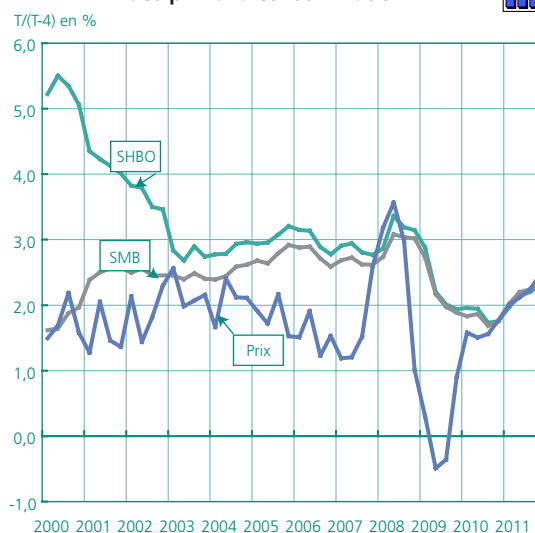
Sources : Dares, Insee.

Graphique 4 • Productivité par tête



Champ : secteurs principalement marchands non agricoles.
 Sources : Dares, Insee.

Graphique 5 • Salaires de base nominaux et indice des prix à la consommation



Le glissement annuel des prix est calculé en rapportant le dernier mois du trimestre T au dernier mois du trimestre (T-4), comme dans le tableau 2.
 Sources : Dares, Insee.

3^e trimestre), celles des entreprises se sont au contraire redressées (+1,7 % après -0,4 %), en raison notamment d'une augmentation très marquée des achats de matériel de transport (+8,4 % après -3,9 %). Ce rebond semble tenir pour partie à un effet d'anticipation des achats d'automobiles avant le durcissement de certains dispositifs fiscaux le 1^{er} janvier 2012.

Par ailleurs, la croissance des exportations est restée stable au 4^e trimestre (+1,2 %), pendant que les importations se sont contractées (-1,0 % après +0,6 %). Les échanges extérieurs ont ainsi soutenu la croissance à hauteur de 0,6 point, après une contribution de +0,1 point au trimestre précédent. Enfin, la variation des stocks des entreprises a apporté une contribution négative à la croissance au 4^e trimestre (-0,8 point de PIB, après -0,1 point au trimestre précédent).

Diminution de l'emploi salarié des secteurs marchands non agricoles au 4^e trimestre 2011

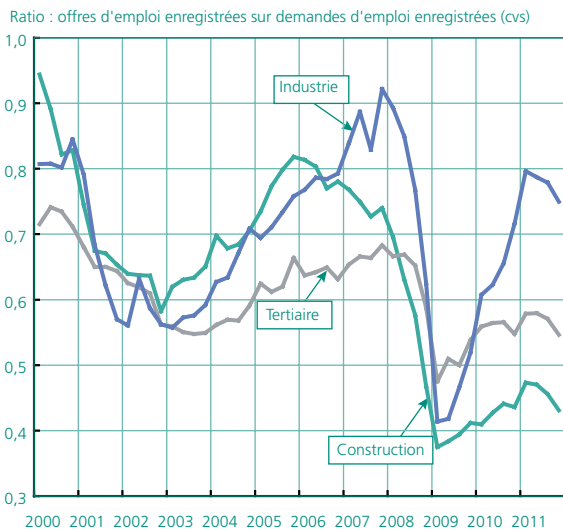
Au 4^e trimestre 2011, selon les estimations d'emploi publiées par l'Insee en partenariat avec la Dares [2], l'emploi salarié du secteur marchand

non agricole (SMNA) a diminué : -22 600 postes, après -31 500 postes au 3^e trimestre. Ces deux trimestres de baisse font suite à une hausse continue de l'emploi depuis le 4^e trimestre 2009. Sur un an, les créations d'emploi dans ce secteur se sont élevées à 67 300 postes, soit +0,4 % (graphique 1, tableau 1). L'intérim explique la majorité des destructions d'emploi ce trimestre. Hors intérim, la diminution de l'emploi SMNA s'est révélée plus limitée : -1 500 au 4^e trimestre, après -18 600 au 3^e trimestre.

Dans le secteur tertiaire principalement marchand, l'emploi y compris l'intérim (1) a perdu 16 200 postes au 4^e trimestre 2011, après une perte de 20 100 postes au trimestre précédent (graphique 2) en raison essentiellement de pertes d'emplois intérimaires (-21 100 postes après -12 900 au 3^e trimestre). De son côté, l'emploi hors intérim dans le secteur tertiaire a progressé modestement (+4 900 après -7 200). Dans le détail, cette augmentation limitée de l'emploi salarié du secteur tertiaire hors intérim tient notamment à une bonne tenue de l'emploi dans le secteur du commerce, de la réparation d'automobiles et de motocycles (+5 500 après -5 200) et dans les activités financières et d'assurance (+4 400 après +5 000) alors que l'emploi s'est replié sensiblement dans les secteurs des trans-

(1) Par convention, l'emploi intérimaire est rattaché aux activités de services administratifs et de soutien.

Graphique 6 • Tensions sur le marché du travail



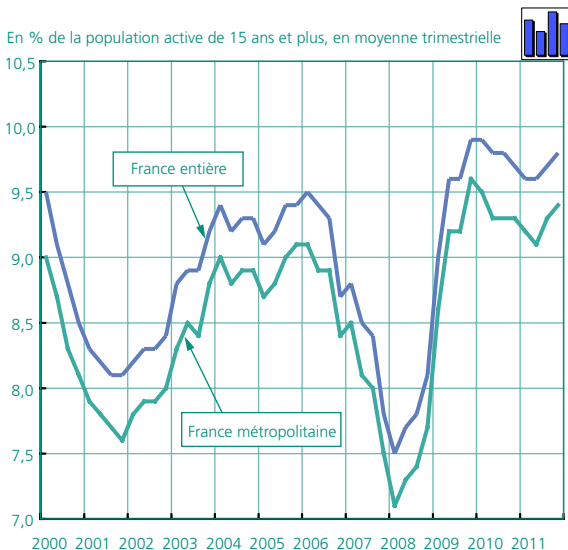
Les intitulés recouvrent des familles professionnelles et non des secteurs d'activité.
Sources : Pôle emploi, Dares.

ports et entreposage (-4 500 postes), l'hébergement restauration (-3 000) et les autres activités de services (-8 300).

Dans l'industrie hors intérim, l'emploi s'est légèrement contracté au 4^e trimestre 2011 (-1 700 postes), après un repli un peu plus marqué au trimestre précédent (-5 100), et une légère hausse au 1^{er} semestre. De son côté, l'emploi hors intérim dans le secteur de la construction s'est inscrit en baisse au 4^e trimestre : -4 600 postes après -6 300 au 3^e trimestre.

Le nombre de bénéficiaires de contrats aidés dans le secteur non marchand (administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale) a baissé de 24 000 au 4^e trimestre 2011 après -30 000 au trimestre précédent (tableau 1). En parallèle, les secteurs non marchands ont continué à créer des emplois de droit privé, contribuant positivement à l'emploi total : +4 000 postes au 4^e trimestre 2011, après une baisse au trimestre précédent (-2 000).

Graphique 7 • Taux de chômage au sens du BIT en France



Estimation à +/- 0,4 point près du taux de chômage, +/- 0,3 point à partir du 3^e trimestre 2010 ; estimation à +/- 0,3 point de l'évolution du taux de chômage d'un trimestre à l'autre.

Source : Insee, enquête Emploi.

Au total, on estime que l'emploi dans l'ensemble de l'économie a continué de se replier au 4^e trimestre 2011 : -14 000 postes au 4^e trimestre, après -52 000 postes au trimestre précédent. Entre décembre 2010 et décembre 2011, les créations d'emploi s'élevaient ainsi à 45 000 postes (+0,2 %), après une progression de 123 000 postes (+0,5 %) entre décembre 2009 et décembre 2010.

Diminution des salaires de base en euros constants au 4^e trimestre 2011

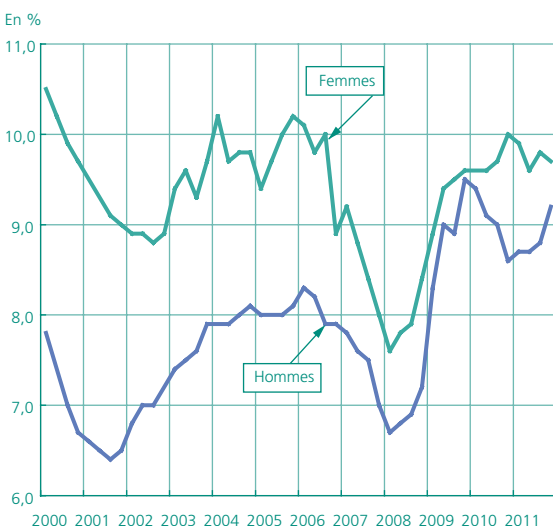
Au 4^e trimestre 2011, la productivité par tête du secteur marchand non agricole a progressé au même rythme qu'au trimestre précédent (+0,3 %, données brutes), la croissance de l'activité (+0,1%) s'étant accompagnée d'un recul de l'emploi salarié (2) (-0,2 %). La progression de la productivité par tête est également restée stable en glissement annuel, à +0,9 % au 4^e trimestre (graphique 4).

Au 4^e trimestre 2011, le salaire mensuel de base (SMB) et le salaire mensuel de base des ouvriers (SMBO) ont progressé au même rythme qu'au trimestre précédent (+0,3 %, données brutes) [4]. Le salaire horaire de base ouvrier (SHBO) a de son côté connu un léger ralentissement : +0,3 % après +0,4 % au 3^e trimestre 2011. Sur un an, de décembre 2010 à décembre 2011, ces salaires de base (SMB, SMBO et SHBO) ont augmenté de 2,3 % (tableau 2 et graphique 5), après avoir connu des hausses moins marquées un an auparavant (+1,7% de décembre 2009 à décembre 2010 pour le SMBO et 1,8 % pour le SMB et SHBO).

(2) La valeur ajoutée du secteur marchand non agricole étant évaluée en moyenne sur le trimestre, on compare son évolution à celle de l'emploi en moyenne trimestrielle.



Graphique 8 • Taux de chômage au sens du BIT par sexe



Champ : France métropolitaine.
Source : Insee, enquête Emploi.

Tableau 3 • Entrées et effectifs de bénéficiaires des dispositifs spécifiques de politique de l'emploi

France métropolitaine, données en fin de trimestre	2010				2011				2010	2011	
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T4	T4	
Entrées	Entrées du trimestre en milliers								Flux T/(T-4) en % (*)		
Données brutes, milliers et %											
Emplois aidés dans le secteur marchand (1)	200	151	169	274	150	125	200	314	-16,3	14,4	
dont : Abaissement de coûts salariaux	55	58	8	7	15	16	15	21	-87,2	204,7	
Contrat initiative emploi	0	0	0	0	0	0	0	0			
Soutien à l'Emploi des Jeunes en Entreprise	0	0	0	0	0	0	0	0			
Contrat Unique d'Insertion marchand (CUI-CIE)	51	55	5	3	11	13	12	17			
Formations en alternance	75	29	108	215	76	33	121	229	-2,1	6,4	
Contrat d'apprentissage (2)	51	14	72	148	48	13	75	155			
Contrat de professionnalisation	24	16	37	67	28	21	46	73			
Aide aux chômeurs créateurs d'entreprise	62	55	45	45	51	67	56	57	-6,0	27,7	
Emplois aidés dans le secteur non marchand	91	96	120	71	92	74	99	90	-33,0	28,0	
dont : Contrat d'Avenir	0	0	0	0	0	0	0	0			
Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi	0	0	0	0	0	0	0	0			
Contrat Unique d'Insertion non marchand (CUI-CAE)	91	96	120	71	92	74	99	90			
Formation des demandeurs d'emplois	204	204	201	215	206	200	207	214	8,6	-0,1	
Ensemble (3)	494	451	489	559	447	398	506	618	-11,3	10,6	
Effectifs de bénéficiaires	2011 T4	Variations trimestrielles des stocks								Stock T/(T-4) en %	
Données cvs, Milliers et %	Stock										
Emplois aidés dans le secteur marchand (1)	1 038	34	22	-34	-28	-18	6	16	35	-0,6	4,0
dont : Abaissement de coûts salariaux	116	17	17	-33	-37	-17	-9	-1	3	-20,3	-17,4
Contrat initiative emploi (anciens et nouveaux)	0	-23	-21	-16	-15	-1	-1	-2	-3		
Soutien à l'Emploi des Jeunes en Entreprise	0	-2	-1	0	0	-1	0	0	0		
Contrat Unique d'Insertion marchand (CUI-CIE)	45	47	43	-13	-21	-14	-7	3	6		
Formations en alternance	608	-7	-5	-2	13	3	0	8	26	-0,1	6,3
Contrat d'apprentissage (2)	421	-2	1	0	3	2	0	1	13		
Contrat de professionnalisation	187	-6	-5	-1	10	1	0	7	12		
Aide aux chômeurs créateurs d'entreprise	245	23	9	2	-2	-5	14	11	10	17,3	14,0
Emplois aidés dans le secteur non marchand	203	18	3	19	-26	-12	-14	-33	7	5,6	-20,4
dont : Contrat d'Avenir	0	-20	-27	-10	-6	-2	-1	-1	-1		
Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi	0	-50	-59	-31	-23	-2	-3	-2	-2		
Contrat Unique d'Insertion non marchand (CUI-CAE)	202	88	89	61	3	-9	-10	-30	10		
Formation des demandeurs d'emplois	364	30	4	-10	-9	-7	-6	3	-2	4,2	-3,3
Ensemble (3)	1 604	83	29	-26	-63	-37	-15	-14	40	1,4	-1,5

(1) Y compris insertion par l'activité économique et aide à la création d'emplois et d'activité.

(2) Les chiffres de l'apprentissage pour les entrées désignent les contrats reçus par les Directe après enregistrement des Chambres consulaires ; les stocks sont estimés.

(3) Tous les flux d'entrées correspondent à des embauches en nouveaux contrats ou reconduction des contrats existants ; les stocks sont estimés.

Les corrections des variations saisonnières sont le fruit d'une première estimation, susceptible de révision dans les publications ultérieures.

(*) Glissement annuel au dernier trimestre connu de l'année (pour le 4^e trimestre 2011, variation entre le 4^e trimestre 2010 et le 4^e trimestre 2011).

Par ailleurs, les prix à la consommation hors tabac se sont élevés de 0,8 % en données brutes au 4^e trimestre 2011, après être restés stables au trimestre précédent. Par conséquent, ce trimestre, les salaires de base en euros constants (3) ont reculé de 0,5 % (en données brutes), après avoir augmenté de 0,3 % pour le SMB et le SMBO, et de 0,4 % pour le SHBO au trimestre précédent. En outre, de décembre 2010 à décembre 2011, les prix à la consommation hors tabac ayant augmenté de 2,4 %, les salaires de base en euros constants ont légèrement diminué sur un an (-0,1%), après une légère augmentation (+0,1%) de décembre 2009 à décembre 2010.

Au 4^e trimestre 2011, le salaire moyen par tête (SMPT) dans le secteur marchand non agricole, qui intègre notamment des éléments de primes et de structure de la main-d'œuvre a accéléré :

+0,9 %, après +0,4 % au 3^e trimestre. Entre le 4^e trimestre 2010 et le 4^e trimestre 2011, le SMPT a augmenté de +2,9 % après une hausse de 2,0 % un an auparavant. En termes réels, la progression du SMPT s'est élevée à 0,5 % en glissement annuel (4) au 4^e trimestre 2011, soit une progression légèrement plus forte que celle constatée un an auparavant (+0,4 %).

Au 4^e trimestre 2011, les indicateurs de tension (5) dans les métiers de l'industrie, du tertiaire et de la construction ont reculé pour le 3^e trimestre consécutif. Dans l'industrie, en dépit de son repli, l'indicateur s'est maintenu au-delà de sa moyenne de longue période. *A contrario*, dans les métiers du tertiaire, et plus particulièrement dans ceux de la construction, les indicateurs de tension sont demeurés à des niveaux en deçà de leur moyenne de longue période (graphique 6, [5]).

Sources : Dares, ASP, Pôle emploi, ministère de l'Éducation Nationale, ministère de l'Intérieur (emplois jeunes).

(3) On mesure la variation en valeur réelle des salaires en déflétant les salaires nominaux par l'indice des prix à la consommation hors tabac des ménages (« salaires en euros constants » ou « salaires réels »). Les salaires de base étant évalués au dernier mois du trimestre, on compare leur glissement annuel avec l'indice national des prix à la consommation hors tabac du même mois (IPCh) en glissement annuel (ici, l'IPCh de décembre 2011 est rapporté à l'IPCh de décembre 2010).

(4) Le SMPT étant évalué en moyenne sur le trimestre, on compare son évolution à la variation de l'IPCh entre le 4^e trimestre 2010 et le 4^e trimestre 2011, en moyenne trimestrielle, soit +2,4 % sur un an (+1,6 % entre le 4^e trimestre 2009 et le 4^e trimestre 2010).

(5) L'indicateur de tension rapporte les flux d'offres d'emploi collectées par Pôle emploi sur le trimestre aux flux de demandes enregistrées sur la même période.

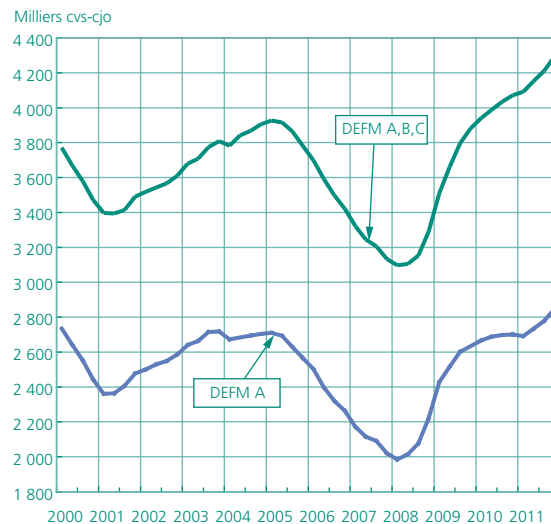
Le nombre de bénéficiaires d'emplois aidés a progressé au 4^e trimestre 2011, après cinq trimestres consécutifs de baisse

Au 4^e trimestre 2011, le nombre de bénéficiaires d'emplois aidés et de stages de formation s'est redressé pour la première fois depuis plus d'un an: +40 000 après -14 000 le trimestre précédent (en données corrigées des variations saisonnières). Cette hausse est principalement attribuable au secteur marchand, et en particulier aux dispositifs de formation en alternance. En effet, dans le secteur non marchand, l'augmentation des effectifs a été plus modérée: le rythme des entrées en contrats uniques d'insertion dans le secteur non marchand (CUI-CAE) s'est réduit quelque peu au 4^e trimestre, ces entrées s'avèrent toutefois supérieures aux sorties de ce dispositif, sorties auxquelles se sont ajoutées celles, marginales, de contrats d'accompagnement dans l'emploi (CAE) et de contrats d'avenir (CAV).

Après une baisse continue depuis plus d'un an, le nombre de bénéficiaires d'emplois aidés dans le secteur non marchand s'est redressé au 4^e trimestre (+7 000 après -33 000 le trimestre précédent). Fin décembre 2011, 203 000 salariés bénéficiaient d'un contrat aidé dans le secteur non marchand, presque exclusivement d'un CUI-CAE, contrat qui s'est substitué au CAE et au CAV depuis le 1^{er} janvier 2010 en France métropolitaine. Au 4^e trimestre, les embauches en CUI-CAE ont été un peu moins nombreuses (30 000 entrées mensuelles en moyenne après 33 000 au 3^e trimestre 2011) mais ont toutefois plus que compensé les sorties. Ces dernières ont en effet fortement diminué au 4^e trimestre (27 000 sorties mensuelles en moyenne après 43 000 le trimestre précédent), notamment en lien avec la baisse des entrées enregistrée au 4^e trimestre 2010 (pour les contrats d'un an) et au 2^e trimestre 2011 (pour les contrats de six mois) par rapport aux trimestres précédents. Parallèlement, les sorties de CAV sont restées marginales tandis que les derniers bénéficiaires de CAE achevaient leur contrat (au total, 1 000 sorties par mois en moyenne).

Dans le secteur marchand, le nombre de salariés en contrats aidés au 4^e trimestre 2011 a poursuivi et amplifié la reprise amorcée au 2^e trimestre: +35 000, après +16 000 au 3^e trimestre. Comme chaque année, les entrées en apprentissage et en contrat de professionnalisation ont progressé au 4^e trimestre par rapport au trimestre précédent. Au-delà de leur caractère saisonnier, les entrées en apprentissage ont été supérieures à celles enregistrées à la même période en 2010 (155 000 entrées au 4^e trimestre 2011, contre 148 000 au 4^e trimestre 2010) et ont dépassé les sorties. Le nombre d'apprentis a ainsi progressé au 4^e trimestre de +13 000, pour s'établir fin décembre 2011 à 421 000 en données corrigées des variations

Graphique 9 • Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi par catégorie

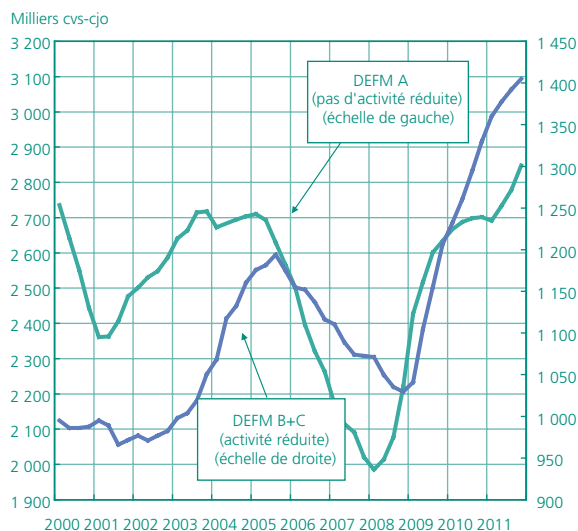


Champ : France métropolitaine.



Sources : Dares, Pôle emploi.

Graphique 10 • Demandes d'emploi et activité réduite

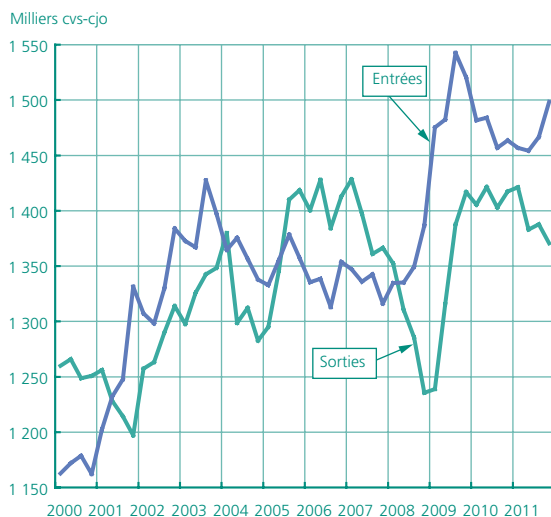


Champ : France métropolitaine.



Sources : Dares, Pôle emploi.

Graphique 11 • Entrées et sorties des demandeurs d'emploi des listes de Pôle emploi



Champ : DEFM A, B, C ; France métropolitaine.



Sources : Dares, Pôle emploi.

Tableau 4 • Taux de chômage au sens du BIT en France métropolitaine

Moyennes trimestrielles en % (données cvs)	Niveau 2011 T4 En milliers	2010				2011				2010 T4	2011 T4
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T(T-4) en points de % (*)	
Hommes	1 359	9,4	9,1	9,0	8,6	8,7	8,7	8,8	9,2	-0,9	0,6
Moins de 25 ans	335	23,7	21,5	23,0	20,6	21,1	21,1	20,6	22,0	-3,9	1,4
25-49 ans.....	782	8,1	8,1	7,7	7,7	7,7	7,6	7,8	8,3	-0,4	0,6
Plus de 50 ans.....	242	6,4	6,2	6,1	5,9	5,9	6,1	6,3	6,3	-0,5	0,4
Femmes	1 319	9,6	9,6	9,7	10,0	9,9	9,6	9,8	9,7	0,4	-0,3
Moins de 25 ans	291	21,8	24,2	24,6	24,1	24,6	22,5	22,9	22,8	1,7	-1,3
25-49 ans.....	785	8,9	8,6	8,7	9,2	9,0	8,9	9,1	9,0	0,4	-0,2
Plus de 50 ans.....	243	6,6	6,3	6,6	6,6	6,6	6,5	6,8	6,7	-0,1	0,1
Ensemble	2 678	9,5	9,3	9,3	9,3	9,2	9,1	9,3	9,4	-0,3	0,1
Moins de 25 ans	626	22,8	22,7	23,7	22,2	22,7	21,7	21,6	22,4	-1,4	0,2
25-49 ans.....	1 567	8,5	8,3	8,2	8,4	8,3	8,2	8,4	8,6	-0,1	0,2
Plus de 50 ans.....	485	6,5	6,3	6,3	6,3	6,3	6,3	6,6	6,5	-0,3	0,2
	Niveau En milliers	Variations trimestrielles en milliers								Croissance T/(T4) en %	
Nombre de chômeurs BIT	2 678	-9	-52	7	-21	-8	-33	42	50	-2,8	1,9

(p) Résultats provisoires.

Estimation à +/- 0,4 point près du taux de chômage ; +/-0,3 point à partir du 3^e trimestre 2010.

Estimation à +/- 0,3 point près de l'évolution du taux de chômage d'un trimestre à l'autre.

(*) Glissement annuel au dernier trimestre connu de l'année (pour le 4^e trimestre 2011, variation entre le 4^e trimestre 2010 et le 4^e trimestre 2011).

Champ : France métropolitaine, population des ménages, personnes de 15 ans ou plus.

Source :
Insee, enquête Emploi.

Tableau 5 • Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi par catégorie et selon l'ancienneté sur les listes de Pôle emploi

Données en fin de trimestre	2011 T4	2010				2011				2010 T4	2011 T4
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T(T-4) % (*)	
Milliers / cvs - cjo	Niveau	Variations trimestrielles en milliers									
Ensemble des DEFM	4 853	98	83	57	20	12	57	53	102	5,9	4,8
DEFM ABC	4 253	60	48	44	38	20	59	61	83	5,0	5,5
DEFM A	2 848	34	20	10	3	-10	42	46	70	2,6	5,4
DEFM exerçant une activité réduite :	1 405	26	28	34	35	30	18	15	13	10,2	5,7
dont : courte (DEFM B).....	562	3	8	7	5	5	6	8	6	4,5	4,6
longue (DEFM C).....	843	23	20	27	31	25	12	7	7	14,4	6,4
DEFM D	237	18	3	-5	-6	-10	-1	-4	3	4,4	-4,4
DEFM E	363	20	32	18	-13	1	-2	-4	16	19,1	3,4
Pour mémoire : DEFM 1 (*).....	2 596	203	93	81	37	27	20	11	-2	19,4	2,2
Demandeurs d'emploi de longue durée de catégories A, B, C (DELD).....											
1 à 2 ans	838	32	52	57	65	63	23	20	-2	39,1	14,2
2 à 3 ans	336	8	13	14	14	18	21	24	30	25,3	38,2
plus de 3 ans.....	346	2	6	5	7	12	12	13	15	7,7	17,9
Ensemble	1 520	42	71	77	86	93	56	57	44	27,8	19,6

Voir [7] pour la définition des catégories de demandeurs d'emploi et leur correspondance avec l'ancienne nomenclature (catégories 1 à 8).

Les données sont arrondies au millier.

(*) Glissement annuel au dernier trimestre connu de l'année (pour le 4^e trimestre 2011, variation entre le 4^e trimestre 2010 et le 4^e trimestre 2011).

(**) Conformément au rapport du CNIS « Emploi, chômage et précarité » [8], l'analyse développée dans cette publication privilégie d'autres catégories de demandeurs d'emploi que l'ancienne catégorie 1.

Champ : France métropolitaine.

Sources :
Dares, Pôle emploi,
Unédic.

saisonniers (435 000 en données brutes). Les entrées en contrats de professionnalisation ont également été plus nombreuses au 4^e trimestre 2011 qu'au 4^e trimestre 2010 (73 000 contre 67 000), compensant ainsi largement les sorties. Le nombre de salariés en contrats de professionnalisation est ainsi passé de 175 000 fin septembre 2011 à 187 000 personnes fin décembre 2011, en données corrigées des variations saisonnières (respectivement 164 000 et 194 000 en données brutes). Par ailleurs, 17 000 CUI-CIE, contrat qui s'est substitué au CIE et au CI-RMA depuis janvier 2010, ont été signés au 4^e trimestre, après 12 000 au 3^e trimestre. Les sorties de CUI-CIE se sont quasiment stabilisées (11 000 sorties après 9 000 le trimestre précédent) tandis que s'achevaient les contrats des derniers bénéficiaires de CIE (3 000). De fait, fin décembre, il n'y avait plus aucun bénéficiaire de CI-RMA ni de CIE

en France métropolitaine. Le nombre de bénéficiaires d'un contrat aidé du secteur marchand hors mesures jeunes a ainsi augmenté de 3 000 personnes au cours du 4^e trimestre 2011.

Hausse du taux de chômage au sens du BIT de 0,1 point au 4^e trimestre 2011 en France métropolitaine

Au 4^e trimestre 2011, selon les données provisoires issues de l'enquête Emploi de l'Insee publiées le 1^{er} mars 2012 [6], le taux de chômage au sens du BIT a augmenté de 0,1 point en France métropolitaine, pour s'établir à 9,4 % de la population active (soit 2,7 millions de chômeurs) et de 0,1 point en France y compris les Dom (9,8 %). Sur un an, le taux de chômage s'est accru de

0,1 point en métropole, comme en France entière (graphique 7).

Au 4^e trimestre 2011, en France métropolitaine, le taux de chômage a diminué de 0,1 point pour les femmes (9,7 %) tandis qu'il a augmenté de 0,4 point pour les hommes (9,2 %), réduisant *in fine* l'écart entre le taux de chômage des femmes et celui des hommes (0,5 point après 1,0 point au trimestre précédent). Alors qu'il a reculé légèrement pour l'ensemble des seniors de 50 ans et plus (-0,1 point), le taux de chômage s'est en revanche accru pour les jeunes de 15 à 24 ans (+0,8 point) et pour les adultes de 25 à 49 ans (+0,2 point). L'évolution a été plus favorable pour les femmes que pour les hommes sur l'ensemble des trois catégories d'âge. Sur un an, le taux de chômage des jeunes, des adultes et des seniors ont tous trois augmenté de 0,2 point.

En moyenne, au 4^e trimestre 2011, la part des personnes en situation de sous-emploi (6) est restée stable à 5,3 %, alors que celle des personnes au chômage technique ou partiel a diminué (0,2 % après 0,5 %).

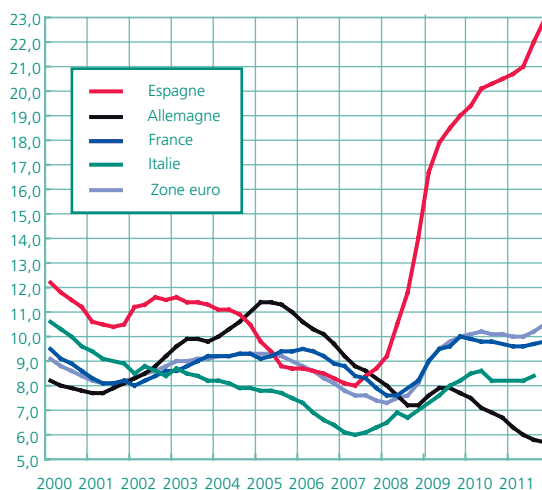
Nouvelle hausse du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi au 4^e trimestre 2011

À la fin du 4^e trimestre 2011, 4 853 000 personnes étaient inscrites à Pôle emploi en France métropolitaine, toutes catégories confondues (A, B, C, D et E), soit un chiffre en hausse de 102 000 par rapport à la fin du 3^e trimestre 2011 (tableau 5 et [7]).

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi et tenus d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (catégories A, B et C) a augmenté de +83 000 au 4^e trimestre 2011, après une hausse de +61 000 au trimestre précédent (graphique 9). La hausse du nombre de demandeurs d'emploi n'ayant exercé aucune activité réduite au cours du mois (catégorie A) s'est accentuée au 4^e trimestre 2011 (+70 000 après +46 000). En revanche, l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi en activité réduite (catégories B et C) a légèrement ralenti (+13 000 après +15 000, graphique 10), en raison d'une moindre progression du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie B (+6 000 après +8 000). Par ailleurs, pour les catégories A, B et C, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an a augmenté au 4^e trimestre 2011 (+25 000, comme au trimestre précédent), cette hausse reflétant principalement celle des demandeurs d'emploi inscrits depuis plus de 3 ans (+24 000 après +22 000 au 2^e trimestre).

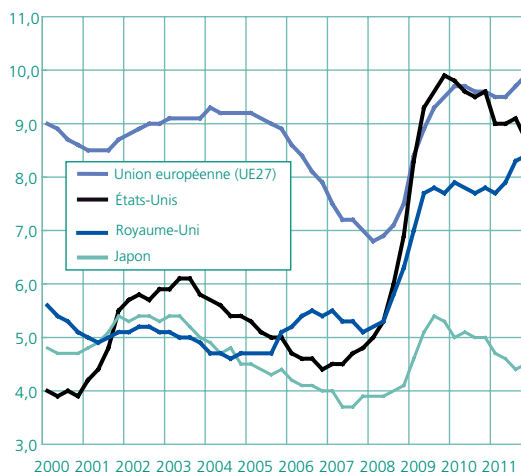
La hausse accentuée du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C s'explique par une augmentation des entrées (7) sur les listes de

Graphique 12 • Taux de chômage en zone euro



Source : Eurostat.
Taux de chômage au sens du BIT, personnes entre 15 et 74 ans.
Pour la France, comprend France métropolitaine et DOM.

Graphique 13 • Taux de chômage dans le monde



Source : Eurostat.
Taux de chômage au sens du BIT, personnes entre 15 et 74 ans.

(6) Le sous-emploi recouvre les personnes qui ont un emploi à temps partiel, qui souhaitent travailler plus d'heures sur une semaine donnée, et qui sont disponibles pour le faire, qu'elles recherchent un emploi ou non. Sont également incluses dans le sous-emploi les autres personnes ayant involontairement travaillé moins que d'habitude (chômage technique ou partiel).

(7) Les flux d'entrées et de sorties sont analysés sur l'ensemble des catégories A, B et C. Sur ce champ, la variation du nombre de demandeurs d'emploi est égale au solde des entrées et des sorties plus un résidu qui provient essentiellement d'un décalage d'enregistrement de certains flux dans les remontées statistiques mensuelles et de l'enregistrement particulier des demandeurs d'emploi changeant d'unité locale de Pôle emploi peu après leur inscription.

En raison d'un incident de gestion rencontré depuis février 2011, le nombre d'entrées à été légèrement surestimé. Cet incident n'a toutefois pas d'effet sur les effectifs de demandeurs d'emploi inscrits en fin de trimestre ni sur l'évolution de ces effectifs : il a seulement eu pour conséquence de considérer à tort certains demandeurs d'emploi présents sur les listes comme étant entrés lors du dernier mois alors qu'ils étaient déjà entrés précédemment.

Pôle emploi au 4^e trimestre 2011 (+32 000 après +12 000), combinée à une baisse de moindre ampleur des sorties (-17 000 après +5 000, graphique 11).

La hausse des entrées reflète une hausse des entrées pour « fin de CDD » (+16 000 après +7 000), pour « reprise d'activité » (+7 000 après une stabilisation au trimestre précédent) et pour « licenciements économiques » (+3 000 après -3 000). Dans le même temps, les entrées pour « autres cas » ont diminué (-3 000 après +7 000). En parallèle, la diminution des sorties des demandeurs d'emploi en catégories A, B et C à Pôle emploi tient principalement à une baisse des sorties pour « cessation d'inscription pour défaut d'actualisation » (-20 000 après +7 000) et pour « radiation administrative » (-5 000 après +6 000). Dans le même temps, les sorties pour « reprise d'emploi déclarée » se sont accrues après deux trimestres de baisse (+5 000 après -4 000 et -2 000).

Recul de l'activité et hausse du taux de chômage dans la zone euro au 4^e trimestre 2011

D'après les estimations d'Eurostat, l'activité dans la zone euro a reculé de 0,3 % au 4^e trimestre 2011, après une faible progression au trimestre précédent (+0,1%) [9]. Dans la zone prise dans son ensemble, le recul de l'investissement s'est accentué (-0,7 % après -0,3 %) et la consommation des ménages s'est contractée (-0,4 % après +0,3 %). Les exportations se sont également repliées (-0,4 %), à un rythme cependant moins marqué que les importations (-1,2 %). L'activité a reculé dans les principaux pays, notamment en Allemagne (-0,2 % après +0,6 %), en Italie (-0,7 % après -0,2 %), en Espagne (-0,3 % après une stagnation au 3^e trimestre), aux Pays-Bas (-0,7 % après -0,4 %) et de manière plus marquée au Portugal (-1,3 % après -0,6 %). L'activité s'est également contractée au Royaume-Uni au 4^e trimestre 2011 (-0,2 % après +0,5 %, d'où une croissance de +0,7 % sur un an). Dans ce contexte, la France fait figure d'exception, avec un léger ralentissement de son activité, à +0,2 % après +0,3 % au 4^e trimestre 2011. Les écarts de conjoncture constatés au cours des précédents trimestres ne se sont pas résorbés : +2,0 % sur un an en Allemagne, +1,4 % en France, +0,3 % en Espagne, -0,6 % aux Pays-Bas, -0,4 % en Italie et -2,8 % au Portugal.

Du côté du marché du travail, selon les estimations d'Eurostat, le taux de chômage dans la zone euro a augmenté de 0,3 point au 4^e trimestre 2011, pour s'établir à 10,5 % de la population active (graphique 12 et [10]). Par pays, le taux de

chômage a reculé pour le 9^e trimestre consécutif en Allemagne (5,7 %, -1,0 point sur un an, -2,0 points sur deux ans). En France (y compris Dom), comme au 3^e trimestre, le taux de chômage a augmenté de 0,1 point au 4^e trimestre 2011. Il représente dorénavant 9,8 % de la population active. En Espagne, il a continué d'augmenter fortement : +0,9 point au 4^e trimestre 2011, soit 22,9 % de la population active. Enfin, au Royaume-Uni, le taux de chômage a augmenté de +0,1 point sur le trimestre (+0,6 point sur l'année), pour atteindre 8,4 % de la population active.

Aux États-Unis, l'activité s'est raffermie au 4^e trimestre 2011, en raison d'un léger renforcement de la demande des ménages et d'un mouvement de reconstitution des stocks des entreprises. La croissance s'est établi à 0,7 % en rythme trimestriel, après +0,5 % au trimestre précédent. Le taux de chômage aux États-Unis a quant à lui reculé au 4^e trimestre 2011, à 8,7 % de la population active (après 9,1 %), soit un niveau sensiblement inférieur à celui de la zone euro (graphique 13).

Enfin, au Japon, l'activité a reculé de 0,2 % au 4^e trimestre 2011. Après trois trimestres de baisses consécutives, l'activité s'était fortement redressée au 3^e trimestre 2011 (+1,7%) avant de se replier de nouveau en fin d'année sous le poids de la dégradation des échanges extérieurs. De son côté, le taux de chômage japonais a légèrement augmenté au 4^e trimestre 2011 (+0,1 point), pour s'établir à 4,5 % de la population active.

DARES *

* Cette synthèse conjoncturelle a été réalisée à la Dares par une équipe animée par Laure NGUYEN et Gwennaél SOLARD et composée de Marlène BAHU, Jean FINOT, Florian LEZEC, Julien LOQUET et Xavier VINEY.

Pour en savoir plus

- [1] Insee (2012), « Fin 2011, le PIB progresse de 0,2 % tandis que le pouvoir d'achat des ménages stagne », *Informations Rapides*, n° 78, mars.
- [2] Insee, Dares (2012), « Du fait de l'intérim, l'emploi se replie au quatrième trimestre 2011 », *Informations Rapides*, n° 63, mars.
- [3] Finot J. (2012), « L'emploi intérimaire au 4^e trimestre 2011 : nouveau repli de l'emploi intérim », *Dares Indicateurs*, n° 025, mars.
- [4] Lezec F. (2012), « Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre au 4^e trimestre 2011 - Résultats définitifs », *Dares Indicateurs*, n° 027, mars.
- [5] Viney X. (2012), « Les tensions sur le marché du travail au 4^e trimestre 2011 », *Dares Indicateurs*, n° 26, mars.
- [6] Insee (2012), « Le taux de chômage augmente de 0,1 point au 4^e trimestre 2011 », *Informations Rapides*, n° 59, mars.
- [7] Dares (2012), « Demandeurs d'emploi inscrits et offres collectées par Pôle emploi en février 2012 », *Dares Indicateurs*, n° 29, février.
- [8] Cnis (2008), « Emploi, chômage et précarité – Mieux mesurer pour mieux débattre et mieux agir », *Rapport du groupe de travail* sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi présidé par J.-B. de Foucauld.
- [9] Eurostat (2012), « Le PIB de la zone euro et celui de l'UE27 en baisse de 0,3 % », *Euro-indicateurs*, communiqué de presse n°26, février.
- [10] Eurostat (2012), « Le taux de chômage à 10,7 % dans la zone euro », *Euro-indicateurs*, communiqué de presse n° 31, mars.